

## **APPEL HUMANISTE A L'EUROPE : NON A DURBAN II, OUI A LA LAICITE ACTIVE !**

*« Répondre à la crise, ce sont des solutions économiques et sociales concrètes. Mais, d'un même pas, c'est aussi la volonté de faire face au séisme sociétal, en pratiquant une laïcité active, en s'opposant avec force à l'obscurantisme religieux et en luttant contre l'antisémitisme. Nous devons refuser la dictature des vérités et des modes du moment, porter les valeurs de l'Etat laïc et affirmer les valeurs européennes. »*

**Daniel Ducarme**  
**Ministre d'Etat de Belgique**

### **Répondre à la crise**

L'attention se focalise sur la crise du système bancaire et économique, sur ses répercussions sociales et les risques d'instabilité du monde. C'est non seulement utile, c'est un devoir. Il est dès lors juste que la recherche de solutions concrètes et immédiates passe au premier plan des travaux d'investigations et de la mise en œuvre des programmes d'intervention publique.

### **Faire face au séisme sociétal**

Mais nous vivons un séisme dont nous ne pouvons encore mesurer l'amplitude. Les solutions techniques et financières, avec d'inévitables effets collatéraux négatifs pour certaines composantes de la société, seront toujours socialement insuffisantes et frustrantes, y compris pour les classes moyennes. C'est inquiétant car le cap à tenir d'une cohésion sociétale stable et durable sera infiniment difficile à sauvegarder.

Comme toujours dans les périodes les plus brouillées de l'histoire, la question « d'où vient ce mal ? » sera de plus en plus posée. Dans un contexte mondialisé de la communication et de l'information en temps réel, « le mal » sera poursuivi au plan planétaire, sous de multiples formes, avec l'obsession d'identifier le coupable, de le montrer du doigt, de le punir. Avec cet étrange besoin d'exorcisme pour se déculpabiliser, se rassurer, s'exonérer de toute faute et la puérile certitude de s'en sortir en se débarrassant de la victime expiatoire du malheur.

Pire encore que le populisme politicard, c'est le risque majeur du retour au plus sordide des obscurantismes, avec en prime la mise en cause du Darwinisme et la volonté d'introduire des règles du religieux dans l'organisation juridique des peuples.

### **Pratiquer une laïcité active**

La laïcité est trop passive face à la menace. Sa réponse me semble faible, superficielle, si ce n'est dangereuse, par ses oublis comme la dénonciation massive de Durban II, ou ses évitements.

### **S'opposer avec force à l'obscurantisme religieux**

Oublier de dénoncer le texte qui sera soumis à Genève en avril prochain, ce Durban II qui veut faire entrer la charia dans le droit des pays occidentaux, ne pas se mobiliser pour son boycott, se satisfaire benoîtement de

modifications de dernière minute sans poursuivre le combat contre les dérives de l'excès, c'est feindre l'essentiel du travail laïc contemporain. C'est trop souvent donner la priorité à la lutte surannée contre la seule Eglise catholique romaine au moment où ses forces vitales internes vont vers le modernisme et la volonté d'une réconciliation démocratique des courants spirituels.

### **Lutter contre l'antisémitisme**

Mais, l'évitement le plus surprenant est de ne pas s'interroger sur cet antisémitisme qui s'affirme avec de plus en plus d'impunité. C'est pourtant le socle. Historiquement, l'antisémitisme, première cible de l'intolérance, renaît toujours en période de crise.

En cette année, les événements de Gaza y contribuent certes. Et le dérèglement explosif de l'économie bancaire mondiale y participe. Ses effets de paupérisation mondiale de peuples déjà fragilisés, notamment en Afrique, menacent d'accentuer le phénomène sous la pression de l'islamisme radical. L'ascenseur social, qui se met en mode descendant et fait craindre le déclassement au plus grand nombre, risque de le raviver, et certainement en Europe, de l'Atlantique à l'Oural.

Le peu d'empressement, pour l'écrire avec pudeur, de la communauté internationale à préserver le site d'Auschwitz est troublant. L'absence de poursuites judiciaires internationales lancées à charge de l'évêque Williamson pour négationnisme est plus qu'interpellant, comme cette audace d'un professeur de religion islamiste dans une école laïque de Bruxelles qui nie publiquement le témoignage d'un honnête homme rescapé des camps de la mort. L'assimilation progressive par certains de l'affaire Madoff à un méfait financier juif mondial n'est pas neutre et est, comme le révèle Simone Veil, pour le moins préoccupant. (1)

Justement, en ce moment, Le Dictionnaire amoureux du Judaïsme de Jacques Attali est à l'étal de nos librairies (2). J'aimerais qu'il soit lu, discuté et étudié. Lu, par madame et monsieur « tout le monde ». Discuté dans les églises, les temples, les synagogues, les mosquées, les loges maçonniques. Etudié, dans les écoles, les travaux pratiques de l'enseignement supérieur et universitaire. Et ce n'est pas du prosélytisme pour la vente d'un livre d'un auteur juif...

### **Refuser la dictature des vérités et des modes du moment**

Pourquoi faire référence à cet ouvrage ? Simplement, pour le descriptif d'un comportement. Celui du marrane. Le marrane, de « *marrano* », un porc en espagnol, et qui désigne dans l'Espagne catholique du XVe siècle, le Juif qui est contraint de vivre son état de Juif dans le secret, sous peine de mort. Comme l'écrit Attali : « *On le retrouve sous bien des régimes politiques quand y disparaît la liberté de croyance, d'expression ou de pensée.* » Et de poursuivre : « *Le marrane finit par refuser les définitions univoques du vrai, du juste, du beau, du normal. Il relativise sa propre identité. Il se met à croire en des choses contradictoires, à douter, et il invente ainsi, entre autres, l'esprit scientifique. Tout créateur (en art comme en science, en littérature comme en philosophie, en peinture comme en musique) est, aujourd'hui encore, nécessairement un marrane en ce qu'il refuse de se soumettre à la dictature des vérités et des modes du moment.* »

Je suis libre penseur de conviction et marrane de comportement. Cette source est un fondement de libre-examen pour arriver à l'esprit de tolérance, à la volonté de connaître, à l'intransigeance contre les obscurantismes et au souci de réconcilier les philosophies et les religions sur fond de socle commun des valeurs.

Soyons donc marranes ! Refusons les vérités et les modes du moment ! Redonnons tout son sens au libre-examen ! En plus des mesures concrètes, du refus de Conventions internationales destructrices de la réconciliation des philosophies et des religions dans l'Etat laïc, allons aux valeurs et portons-les haut et fort !

### **Porter les valeurs de l'Etat laïc**

Un, instaurons à l'école, le cours de philosophie et des religions en lieu et place de la « ségrégation de l'apprentissage des cultes ». La tolérance est fille de la connaissance et des savoirs. Le refus de cette vraie réforme sociétale repose sur l'attentisme, le conservatisme et la faiblesse d'une fraction d'un monde politique tétanisé par ses propres peurs du changement. L'enseignement est conçu pour les enseignés. La jeunesse est en droit de recevoir les outils pour relativiser les affirmations toutes faites. Le pouvoir politique a le devoir de créer les conditions de l'apprentissage du doute. Sans la conviction du doute, il ne peut se développer d'esprit de tolérance.

Deux, renforçons l'Etat laïc et renonçons à la neutralité. S'il ne peut être question de « stigmatiser » quelque expression religieuse que ce soit, il n'est pas faux de prétendre que l'utilisation d'un « dieu » conduit aux pires excès. Ce fut le cas à Bruxelles récemment lors d'une manifestation violente. Il ne suffit pas de répondre qu'il s'agit de la dérive d'une minorité. Il faut poursuivre, condamner et punir cette frange intolérante. Si l'Etat ne le fait pas, il abandonnera le principe d'égalité car, « ce sale Juif » est-il moins raciste que « ce sale Arabe » ? En prenant la posture de la neutralité, l'Etat s'encanaille de « la dictature des vérités et des modes du moment ». L'Etat prend indirectement parti, et diaphane au travers du paravent de la mise en cause de l'Etat d'Israël, cautionne le négationnisme antisémite. Nous avons besoin d'un Etat laïc fort qui ose les valeurs.

Trois, fondons dans l'Etat laïc la réconciliation des philosophies et des religions sur notre socle commun des valeurs. Les élites religieuses et philosophiques trouvent le chemin de la rencontre. Ils se parlent, conversent et en appellent même à la tolérance. Mais, ce message passe-t-il vraiment ? Rien n'est moins sûr. L'activisme militant de certains, la culture de la haine d'autres et l'engagement politique de médias font monter la pression des esprits. Des mythologies se créent. Elles ont la vie dure. Elles sont faiblement accessibles. Il est plus facile de s'opposer dans le dialogue de sourds que de réveiller par la confrontation pacifique des idées. Toutes les églises et les communautés philosophiques doivent être des rouages de l'Etat. Elles doivent être reconnues sur leur engagement préalable de la « Convention européenne des Droits de l'homme ». Elles doivent être réunies en un « Conseil des Religions et des Philosophies ». Elles doivent adopter une charte de respect et de tolérance reconnaissant la démocratie libérale, les valeurs de liberté, de responsabilité, d'égalité, de fraternité et de solidarité et la pertinence de la science. Nous avons besoin d'une réconciliation forte des églises et des temples qui reconnaissent et affirment les valeurs séculaires de nos sociétés. C'est vital pour contrer la remise en cause de notre conception des Droits de l'Homme comme le préconise la

déclaration finale de la Conférence de Genève d'avril 2009 (Durban II) qui introduit de facto la charia islamique dans les législations occidentales. C'est primordial pour soutenir l'islam libéral et démocratique qui tente de s'affirmer.

Quatre, exigeons que l'intégration passe par l'affirmation de l'appartenance avant de réclamer la différence. En ce sens, l'intégration est la garantie du respect des diversités. Le multiculturalisme sociétal est une chance d'enrichissement des valeurs. Le métissage des êtres et des cultures ouvrira progressivement le monde à une harmonie nouvelle. Mais un invariable existe. En fonction de l'endroit où on se trouve, il est impératif d'affirmer son appartenance avant de réclamer sa différence. Déjà citée, je crois à la force symbolique de la Convention européenne des droits de l'Homme. Ce ne serait pas une obligation mais un devoir de déclarer y adhérer, avec ce que cela implique de partage des valeurs, notamment pour l'égalité entre hommes et femmes.. Ce serait bien d'obtenir cet engagement des personnes mais aussi des associations, des mouvements et des intervenants sociaux qui demandent toute forme de reconnaissance et de moyens de la puissance publique. Nous avons besoin que l'intégration soit une réussite.

Cinq, pour nos valeurs à partager, américanisons notre travail social. L'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis d'Amérique a provoqué un engouement de la droite à la gauche de notre échiquier politique. L'on a trop peu parlé de son engagement social du début de sa carrière. En intégrant son action à celle des travailleurs sociaux de l'Ecole dite de Chicago, il a contribué à cette politique d'intégration qui fait comprendre aux bénéficiaires *« ce que mon voisin fait de meilleur par l'effort, je suis capable de le faire, j'en ai le devoir »*. C'est le rêve américain. Il reste intact. Nous avons besoin de remplacer l'assistance sociale par le travail social communautaire, tout en gardant les filets de sauvetage social qui sont une richesse de l'Europe solidaire.

### **Affirmer les valeurs européennes**

L'Europe doit retrouver l'audace de liberté, le souci d'égalité et la volonté de fraternité. Aux européens, chacun dans leur ressort géographique de compétence juridique, d'en imposer chez nous cinq préalables :

1. à l'école, mettre fin à l'apprentissage par la ségrégation de l'étude des cultes ;
2. dans la vie publique, renoncer à la neutralité et activer l'Etat laïc ;
3. dans la vie spirituelle, instaurer l'adhésion aux Droits de l'Homme et donner toute sa force au respect de l'égalité hommes/femmes ;
4. dans la vie citoyenne, marquer l'intégration par l'appartenance aux valeurs humanistes européennes avant de valoriser la différence culturelle ou religieuse ;
5. dans la vie sociale, remplacer l'assistance sociale de dépendance par le travail social communautaire d'émancipation.

En permettant aux uns et aux autres de marquer leur différence plutôt que de s'engager fermement dans le partage de notre socle commun de valeurs, nous laissons s'élargir une faille pour le respect du principe d'égalité.

Pour contrer cette menace, au nom de la tolérance et de la liberté de croyance, d'expression et de pensée, les philosophies et les religions doivent approuver publiquement nos valeurs européennes, sécularisées par d'âpres luttes, souvent sanglantes, pour l'émancipation de l'humanisme et l'avènement des Lumières. La même démarche d'approbation doit être accomplie, individuellement, par celles et ceux vivant dans le monde libre.

Au moment où l'Union Européenne doit prendre un nouveau tournant pour assurer la relance de la construction européenne après l'élection du Parlement Européen le 7 juin prochain et la Ratification du Traité de Lisbonne, nous devrions donner une importance identique, d'une part aux mesures concrètes et matérialistes, et d'autre part au socle culturel et spirituel.

*Daniel Ducarme*

---

1 in *Le Journal du Dimanche*, 8 mars 2009, p.16

2 ATTALI Jacques, *Dictionnaire amoureux du judaïsme*, Paris, Plon/Fayard, 2009